



## ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

### SOMMAIRE

#### Fait Marquant

- Plusieurs maires de grandes villes appellent à une action renforcée du Gouvernement en matière de qualité de l'air

#### Climat & énergie

- L'autorisation d'une mine de charbon conduit à de profondes dissensions au sein du Gouvernement
- Boris Johnson annonce la création d'une nouvelle coalition internationale en faveur de l'adaptation au changement climatique
- Hausse des coûts et nouveau retard pour la centrale nucléaire d'Hinkley Point C

#### Environnement

- L'adoption de l'*Environment Bill* serait reportée à l'automne
- Un rapport pointe le mauvais état de nombreuses installations de lutte contre les inondations

#### Industrie

- *Nissan* anticipe un développement de son activité au RU suite à la signature de l'accord commercial entre le RU et l'UE
- La situation financière de *Rolls-Royce* est plus mauvaise qu'anticipée

#### Transport

- L'Angleterre va mettre en place une quarantaine obligatoire à l'hôtel pour les passagers britanniques et résidents au RU en provenance de certaines destinations
- *EasyJet* ne prévoit d'assurer qu'un dixième de son programme de vol au premier trimestre 2021

## FAIT MARQUANT

**Plusieurs maires de grandes villes britanniques appellent à une action renforcée du Gouvernement en matière de qualité de l'air** – rassemblés au sein du collectif UK100, les maires des principales villes britanniques (Londres, Grand Manchester, Liverpool, etc.), représentant près de 17 millions d'habitants, ont adressé [une lettre ouverte](#) au Premier ministre regrettant l'absence de signaux clairs et de calendrier précis en matière de lutte contre la pollution de l'air. Les signataires appellent notamment à donner une valeur légale d'ici à 2030 aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé en matière de qualité de l'air dans le projet de loi *Environment Bill* actuellement discuté au Parlement, mais dont l'adoption est reportée à l'automne prochain (cf. brève infra). Les signataires appellent également le Gouvernement à engager de nouvelles dépenses (1,5 Md£) afin d'éliminer progressivement les 500 000 véhicules les plus polluants, à mettre en place un système d'incitations à l'adoption de véhicules moins polluants et à développer les mobilités douces. La lettre insiste sur le manque d'investissements, déplore un cadre juridique peu clair et un champ de compétence trop restreint des autorités locales dans la lutte contre la pollution de l'air. Cette pollution de l'air conduirait directement ou indirectement au décès de 40 000 personnes chaque année au RU, dont près de 4 000 à [Londres](#) selon une étude récente [d'Imperial College London](#). Le plus grand nombre de décès a été enregistré dans les quartiers périphériques de Londres, en raison d'une proportion plus élevée de personnes âgées plus vulnérables. Le maire de Londres, qui a fait de la lutte contre la pollution de l'air une priorité, prévoit toujours d'élargir à partir d'octobre 2021 la zone à ultra faible émissions.

## CHIFFRE DE LA SEMAINE

**78 %** – il s'agit de la part de Britanniques jugeant l'achat d'un véhicule 100 % électrique trop cher par rapport aux véhicules thermiques, selon une étude du site spécialisé [RAC](#). 9 % d'entre eux seraient toutefois prêts à faire le choix d'un véhicule électrique lors de leur prochaine acquisition.

## CLIMAT & ENERGIE

**L'autorisation de l'ouverture d'une mine de charbon conduit à de profondes dissensions au sein du Gouvernement** – selon un article du *Sunday Times*, le Président britannique de la COP 26, Alok Sharma, se serait dit « apoplexique » en prenant connaissance de la décision de Robert Jenrick, ministre du Logement des Communauté et du Gouvernement local, de ne pas s'opposer à l'ouverture d'une [nouvelle mine de charbon](#) (cf. veille 2 et 3), en Cumbria (nord de l'Angleterre), la première depuis 30 ans. Cette décision risque de fragiliser la présidence britannique de la COP 26 qui a fait de l'abandon du charbon, notamment dans les pays en développement, via la *Powering Past Coal Alliance* (coalition rassemblant 104 pays, régions et villes visant à abandonner l'usage du charbon dans la production d'électricité), l'un des principaux axes de réduction des émissions dans le domaine de l'énergie. Confiant son embarras devant un parterre de chefs d'entreprises, Alok Sharma n'aurait pas été consulté alors même que le ministère de l'Economie et de l'Energie (BEIS), qu'il dirigeait jusqu'à récemment, exerce la tutelle de la *Coal Authority*. *West Cumbria Mining*, détenu majoritairement par un fonds d'investissement privé australien. Ce dernier a déclaré que l'exploitation de la mine alimenterait en coke les usines de production d'acier britanniques et pourrait créer jusqu'à 500 emplois.

**Boris Johnson annonce la création d'une nouvelle coalition internationale en faveur de l'adaptation au changement climatique** – Lors d'un sommet virtuel organisé par les Pays-Bas les 25 et 26 janvier derniers, consacré à l'adaptation et à la résilience au changement climatique, le Premier ministre britannique a annoncé la création d'une nouvelle coalition ([the Adaptation Action](#)

[Coalition](#)) en partenariat avec l'Égypte, les Pays-Bas, le Bangladesh, le Malawi, Sainte-Lucie et les Nations-Unies. La coalition aura pour objectif de décliner les engagements pris dans le cadre de l'Appel des Nations-Unies pour agir en matière d'adaptation et de résilience, au bénéfice des populations les plus exposées. La coalition s'appuiera sur différents types d'expertises (scientifiques et société civile notamment) et servira de forum pour l'échange de bonnes pratiques en matière d'adaptation au changement climatique (ex : systèmes d'alerte précoce pour les tempêtes, digues contre les inondations ou encore sélection de cultures résistantes à la sécheresse). La campagne des champions climatiques de haut niveau des Nations-Unies, "[Race to Resilience](#)" – équivalent de la "[Race to Zero](#)" pour le climat – et le nouveau programme d'action pour l'adaptation dirigé par les Pays-Bas, aideront la coalition à organiser des événements sectoriels réunissant gouvernements, représentants du secteur privé, communautés et bailleurs de fonds. Le RU a été le premier pays à respecter un engagement clé de l'accord de Paris en publiant [sa stratégie](#) en matière d'adaptation au changement climatique, le 12 décembre dernier.

**Hausse des coûts et nouveau retard pour la centrale nucléaire d'Hinkley Point C – EDF**, qui construit les deux réacteurs nucléaires d'Hinkley Point C située dans le Somerset (ouest de l'Angleterre) – via sa filiale britannique *EDF Energy* et son partenaire chinois CGN – a indiqué le 27 janvier qu'en raison de la pandémie, des règles de distanciation sociale et des retards accumulés depuis le 1<sup>er</sup> confinement de mars 2020, le premier réacteur n'entrerait pas en service avant juin 2026, contre fin 2025 prévu précédemment. La hausse des dépenses associée serait de 500 M£, portant le coût total du projet à 23 Md£ contre 18 Md£ prévus initialement (indice des prix 2015). *EDF* estime que le taux de rendement pourrait avoisiner 7,1 %, en baisse de 0,3 % du fait de ces nouveaux retards. Les deux réacteurs pourraient à terme alimenter en électricité 7 % des foyers britanniques.

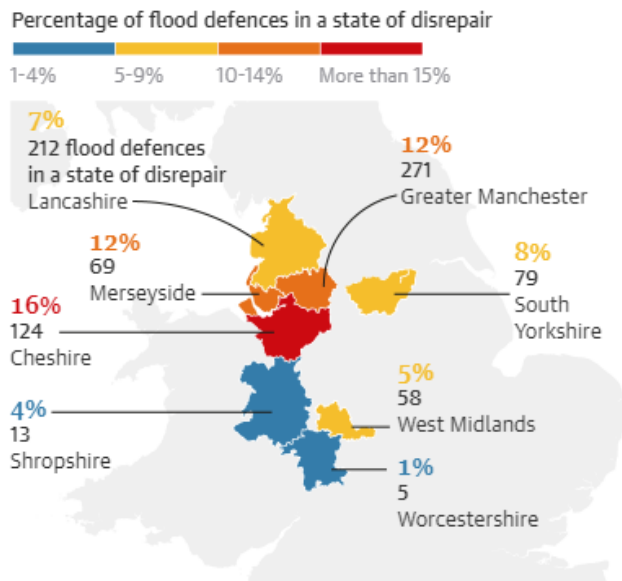
## ENVIRONNEMENT

**L'adoption de l'*Environment Bill* serait reportée à l'automne** – le projet de loi sur l'Environnement ([Environment Bill](#)), dont l'examen avait déjà été reporté à plusieurs reprises en 2020, ne devrait pas être adopté avant l'automne 2021. Présenté par le Gouvernement britannique comme le texte le plus important de ces 25 dernières années en matière d'environnement, celui-ci ne sera de nouveau examiné qu'à partir de la prochaine session parlementaire, en mai 2021. Ce report s'explique notamment par un calendrier parlementaire particulièrement chargé en raison de la gestion de la pandémie. Le texte prévoit notamment l'adoption de nouvelles cibles en matière environnementale dans les domaines de l'eau, de l'air, des déchets, des ressources et de la biodiversité ainsi que la mise en place d'une nouvelle gouvernance avec la création de l'*Office for Environmental Protection (OEP)*, dont la mission sera de contrôler les atteintes à l'environnement en remplacement de la Cour de Justice de l'Union Européenne. Alors que certaines ONG comme [Green Alliance](#) s'inquiètent d'une faible indépendance de l'OEP, ces dernières déplorent ce nouveau retard et appellent parallèlement à un renforcement des cibles, notamment dans les domaines de la lutte contre les déchets plastiques et de la qualité de l'air.

**Un rapport pointe le très mauvais état de nombreuses installations de lutte contre les inondations en Angleterre** – [L'Angleterre](#), qui est de plus en plus sujette à de fortes précipitations en raison en particulier du changement climatique, serait mal préparée pour faire face aux inondations. Selon [un rapport](#) d'*Unearthed*, la branche d'investigation de *Greenpeace UK*, 3 460 installations de défense contre les inondations (digues, etc...) seraient en très mauvais état en Angleterre, représentant un danger pour les populations. Se basant sur des données produites par l'*Environment Agency*, cela représenterait 6 % des installations totales de défense contre les inondations, en augmentation par rapport aux années précédentes. Certaines zones particulièrement touchées par la tempête *Christoph* dans le nord de l'Angleterre en janvier 2021 comprendraient 9 % d'installations défectueuses, ce chiffre atteignant même 25 % dans le Cheshire. Certaines de ces installations seraient directement gérées par des tierces parties (propriétaires terriens, entreprises de transport, autorités locales), rendant

difficiles les discussions entre les différentes parties prenantes. Le Gouvernement a prévu d'investir 5,2 Md£ dans de nouvelles infrastructures de lutte contre les inondations d'ici à 2026.

## In the regions battered by Storm Christoph 831 flood defences were in a state of disrepair



Guardian graphic. Source: Uearthed

## INDUSTRIE

**La situation financière de Rolls-Royce est plus mauvaise qu'anticipée** – Alors que la pandémie frappe durement le secteur aéronautique, le constructeur de moteurs *Rolls Royce* a indiqué que 2 Md£ allaient être décaissés (*cash outflow*) en 2021 pour faire face à la crise, contre 4,2 Md£ en 2020. Il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour le groupe qui vu les heures de vol de ses moteurs baisser drastiquement, autour de 55 % des niveaux pré pandémie. *Rolls-Royce* tire ses profits, dans sa division aéronautique civile, des contrats à long terme en vertu desquels elle est payée pour le nombre d'heures de vol de ses moteurs. Les nouvelles restrictions imposées aux frontières pour faire face aux nouvelles variantes du Covid-19 aggravent donc sa situation. Le titre *Rolls-Royce*, qui a chuté de 60 % depuis un an, a encore perdu 4 % le 26 janvier. Le groupe a annoncé la suppression de 9 000 emplois d'ici à 2022 mais disposerait cependant de liquidités suffisantes (9 Md£) pour faire face à une prolongation de la situation actuelle.

**Nissan anticipe un développement de son activité au RU suite à la signature de l'accord commercial entre le RU et l'UE** – Le directeur de l'usine [Nissan](#) à Sunderland, Ashwani Gupta, a indiqué que l'accord commercial conclu entre le RU et l'Union européenne allait créer un « environnement positif » qui permettrait à *Nissan* d'être plus compétitif sur le marché britannique par rapport à ses concurrents européens, qui feront l'objet de barrières non tarifaires. Alors que l'usine de Sunderland dans le nord de l'Angleterre ne tourne actuellement qu'à 50 % de ses capacités, celle-ci pourrait assembler deux nouveaux modèles (*Nissan X-Trail* sport et le modèle électrique *Ariya*) et produire les batteries électriques de la *Nissan Leaf* (62 Kwh), en plus de celles de 40 Kwh qu'elle produit déjà, de manière à éviter de faire l'objet de droits de douane à l'issue de la période de transition de 6 ans prévue par l'accord entre le RU et l'UE pour l'application des règles d'origines aux véhicules et batteries électriques. *Nissan* produira par ailleurs le dernier modèle *Qashqai* — dont une version hybride — parallèlement à d'autres modèles essence d'ici à 2023. M. Gupta a indiqué que si

l'entreprise n'avait pas rencontré de difficultés d'approvisionnement dans les ports à la fin de la période de transition, une des lignes de production de l'usine de Sunderland devrait être arrêtée le 29 janvier, en raison d'un manque de composants. M. Gupta a également précisé que l'arrêt de la vente de véhicules thermiques en 2030 était parfaitement en ligne avec les ambitions de *Nissan* en matière de mobilité électrique.

## TRANSPORT

**L'Angleterre va mettre en place une quarantaine obligatoire à l'hôtel pour les passagers britanniques et résidents au RU en provenance de certaines destinations** – le Premier ministre a annoncé que l'Angleterre allait mettre en place (date non précisée) [une quarantaine obligatoire](#) de 10 jours à observer dans un hôtel pour les passagers en provenance des pays faisant l'objet d'une interdiction de vols directs (une trentaine de pays dont le Portugal, l'Afrique du Sud ou le Brésil). Les frais d'hôtels (autour de 1 000 £) seront à la charge des voyageurs et des amendes pourront être infligées en cas de violation des règles d'entrées et de quarantaine. Les autres Nations pourraient adopter une mesure similaire. Cette quarantaine renforcée s'ajoutera à l'obligation de présenter un test négatif de moins de 72 heures pour entrer au RU. Le Gouvernement souhaite ainsi mieux lutter contre l'importation de variants de la Covid-19 qui pourraient réduire les effets positifs attendus de la campagne de vaccination en cours. D'autres pays pourraient ultérieurement être ajoutés à cette liste. La décision de limiter le nombre de pays concernés s'explique notamment par le fait qu'un retour massif de britanniques aurait posé d'importantes difficultés logistiques dans les hôtels à proximité des aéroports. Autre nouveauté, les passagers souhaitant quitter le RU devront désormais justifier de « raisons exceptionnelles » et devront signer un nouveau formulaire sur l'honneur. Seuls 12 000 passagers entrent au RU chaque jour, soit 2,5 % du nombre de voyageurs observé avant la pandémie. [Les représentants de plusieurs compagnies aériennes](#) particulièrement touchées par les restrictions sanitaires, ont fortement critiqué, dans une lettre adressée à Boris Johnson, cette nouvelle quarantaine, la jugeant non basée sur des recommandations scientifiques, et appellent le Gouvernement à mettre en place un plan crédible de sortie de crise.

**EasyJet ne prévoit d'assurer qu'un dixième de son programme de vol au premier trimestre 2021** – en raison de l'incertitude entourant l'évolution de la pandémie et du faible volume de réservations, [EasyJet](#) envisage de ne faire voler qu'un dixième de ses avions comparativement à avant la pandémie, soit une réduction de 18 % par rapport au dernier trimestre de 2020. Les passagers reportent en effet leurs réservations et les perspectives de redémarrage pour la période estivale s'assombrissent pour le secteur. Les revenus de la compagnie auraient fondu de 88 % au dernier trimestre 2020, à 165 M£. La compagnie aurait ainsi subi une perte de 1,3 Md£ entre septembre 2019 et septembre 2020 mais disposerait encore de 2,5 Md£ de liquidités.



**Copyright** – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité** – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL et Margot BLOCH et relue par Stanislas GODEFROY.

